

Résolution sur la gouvernance de l'internet – renouvellement du mandat du Forum sur la gouvernance de l'internet

2025/2801(RSP) - 10/09/2025 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une résolution sur la gouvernance de l'internet – renouvellement du mandat du Forum sur la gouvernance de l'internet.

Le texte adopté en séance plénière a été présenté par les groupes PPE, S&D, ECR, Renew et Verts/ALE.

Le rôle et la fonction principaux du Forum sur la gouvernance de l'internet (FGI) consistent à débattre d'un large éventail de questions liées à la gouvernance de l'internet et, le cas échéant, à formuler des recommandations à l'intention de la communauté internationale.

Le Parlement a déclaré qu'Internet doit être et rester ouvert, libre, mondial, interopérable, fiable, sûr et gouverné pour tous par tous. À cet égard, il a appelé l'Assemblée générale des Nations unies à renouveler de manière permanente le mandat du FGI et à renforcer ses ressources et le modèle multipartite de gouvernance de l'internet. Les États membres et la Commission sont invités à redoubler d'efforts pour garantir un résultat positif pour l'avenir du FGI grâce à une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies d'ici la fin de l'année.

En outre, le Parlement a appelé les États membres et les institutions de l'UE à continuer de soutenir le développement du FGI en tant qu'organisation efficace et indépendante, capable d'exercer son mandat et de contribuer à l'évolution du modèle de gouvernance de l'internet.

Le Parlement a estimé que, bien que le FGI n'adopte pas de conclusions formelles, la responsabilité de l'UE est de soutenir ce processus et de soulever la question de l'impact de ces échanges dans les discussions politiques, car Le FGI offre un contexte positif et spécifique pour façonner l'avenir de l'internet sur la base d'une approche multipartite.

Le Parlement entend continuer à participer aux futures réunions du FGI avec une délégation importante afin de contribuer efficacement à l'élaboration d'une approche européenne de la gouvernance de l'internet, en collaboration avec les États membres et la Commission.

Soulignant que les libertés fondamentales et les droits de l'homme ne sont pas négociables et doivent être protégés tant en ligne que hors ligne, les députés ont fermement rejeté l'idée d'un internet contrôlé par les États ou les entreprises et d'une surveillance de masse sur internet. En outre, ils ont estimé qu'une connectivité haut débit abordable était essentielle pour un environnement numérique inclusif qui ne laisse personne de côté.